



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/52/626/Add.1
10 décembre 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante-deuxième session
Point 95 a) de l'ordre du jour

QUESTIONS DE POLITIQUE MACROÉCONOMIQUE : FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT,
Y COMPRIS LE TRANSFERT NET DE RESSOURCES ENTRE PAYS EN DÉVELOPPEMENT
ET PAYS DÉVELOPPÉS

Rapport de la Deuxième Commission (partie II)*

Rapporteur : M. Rae Kwon CHUNG (République de Corée)

I. INTRODUCTION

1. La Deuxième Commission a tenu un débat de fond sur le point 95 de l'ordre du jour (voir A/52/626, par. 2). Elle a pris des décisions sur l'alinéa a) de ce point aux 17e, 20e, 48e et 50e séances, les 24 et 28 octobre, ainsi que les 5 et 9 décembre 1997. On trouvera un résumé des débats dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.2/52/SR.17, 20, 48 et 50).

II. EXAMEN DES PROJETS DE PROPOSITION

A. Projets de résolution A/C.2/52/L.2 et Rev.1 et L.51

2. À la 17e séance, le 24 octobre, le représentant de la République-Unie de Tanzanie, a présenté, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui appartiennent au Groupe des 77 et de la Chine, un projet de résolution intitulé "Convocation d'une conférence internationale sur le financement du développement" (A/C.2/52/L.2), qui se lisait comme suit :

"L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 46/205 du 20 décembre 1991, 48/187 du 21 décembre 1993 et 50/93 du 20 décembre 1995, et d'autres résolutions pertinentes, dans lesquelles elle a décidé, entre autres, d'examiner à sa cinquante-deuxième session la question de la convocation d'une conférence internationale sur le financement du développement,

* Le rapport de la Commission sur ce point sera publié en cinq parties, sous les cotes A/52/626 et Add.1 à 4.

Rappelant également l'Agenda pour le développement¹, et en particulier le paragraphe 287, où il est indiqué qu'il faudrait étudier comme il convient les modalités d'un dialogue intergouvernemental sur le financement du développement,

Tenant compte des recommandations à cet égard qui figurent dans le rapport du Secrétaire général²,

Prenant note du rapport du Secrétaire général sur les sources de financement du développement³,

Réaffirmant ses résolutions 50/91 du 20 décembre 1995, 50/227 du 24 mai 1996 et 51/166 du 16 décembre 1996, ainsi que la résolution 1996/43 du Conseil économique et social sur le renforcement de la coopération entre le système des Nations Unies pour le développement et les institutions de Bretton Woods,

Prenant note du communiqué du Groupe intergouvernemental des Vingt-Quatre pour les questions monétaires internationales⁴, en date du 20 septembre 1997,

Considérant qu'il est urgent d'entreprendre une évaluation approfondie de la nature des institutions financières internationales et de leur rôle dans le domaine du financement du développement dans le cadre de la mondialisation de l'économie contemporaine,

Constatant avec une profonde préoccupation que les flux de l'aide publique au développement vers les pays en développement continuent de diminuer,

Notant que pour beaucoup de pays en développement, en particulier en Afrique, et pour les pays les moins avancés, l'aide publique au développement reste une source principale de financement extérieur et ne peut généralement pas être remplacée par des apports de capitaux privés,

Prenant note des conclusions convenues 1997/1 du débat de haut niveau de la session de fond de 1997 du Conseil économique et social⁵,

¹ Voir document A/AC.250/1 (Parts I, II et III), annexe.

² A/49/665.

³ A/52/399.

⁴ A/C.2/52/2, annexe.

⁵ Voir A/52/3, chap. II, par. 5.

1. Décide de convoquer une conférence sur le financement du développement qui se tiendrait avant l'an 2000, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies;

2. Décide également de créer un comité préparatoire intergouvernemental de l'Assemblée générale en vue d'examiner en détail les questions touchant le financement du développement, et de proposer, au plus tard à la fin de sa session en cours, les dates précises et un ordre du jour pour la conférence sur le financement du développement;

3. Prie les fonds et programmes ainsi que leurs conseils d'administration respectifs d'appuyer les travaux du Comité préparatoire;

4. Invite les organes intergouvernementaux des institutions de Bretton Woods à participer au lancement et à la tenue de la conférence et à appuyer, en collaborant avec lui, le comité préparatoire à ces fins;

5. Invite les banques régionales de développement à participer efficacement aux préparatifs de la conférence;

6. Prie la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et les commissions régionales d'appuyer, selon leurs perspectives spécifiques, les travaux du Comité préparatoire;

7. Prie le Secrétaire général de fournir, en collaboration avec les institutions de Bretton Woods, l'appui fonctionnel voulu au Comité préparatoire, notamment en formulant des suggestions concernant l'ordre du jour, de façon que le Comité préparatoire puisse faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session."

3. La Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé "Partenariat mondial pour le financement du développement : convocation d'une conférence internationale sur le financement du développement" (A/C.2/52/L.2/Rev.1), présenté par la République-Unie de Tanzanie au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui appartiennent au Groupe des 77 et de la Chine. Le projet de résolution révisé se lisait comme suit :

"L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 46/205 du 20 décembre 1991, 48/187 du 21 décembre 1993 et 50/93 du 20 décembre 1995,

Considérant qu'il est urgent d'entreprendre une évaluation approfondie de la nature des institutions financières internationales et de leur rôle dans le domaine du financement du développement dans le cadre du processus actuel de mondialisation de l'économie,

/...

Constatant avec une profonde préoccupation que les flux de l'aide publique au développement vers les pays en développement continuent de diminuer,

Notant que, pour beaucoup de pays en développement, en particulier en Afrique, et pour les pays les moins avancés, l'aide publique au développement reste une source principale de financement extérieur et ne peut généralement pas être remplacée par des apports de capitaux privés,

Réaffirmant que le développement est un processus complexe et multidimensionnel et qu'il constitue l'une des premières priorités de l'Organisation des Nations Unies, dont la responsabilité incombe individuellement et collectivement aux États Membres,

1. Constate qu'il est indispensable que le financement du développement fasse l'objet d'un examen international systématique, approfondi et intégré, à un échelon intergouvernemental élevé, le but étant de dynamiser le partenariat pour le développement;

2. Constate également que, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système des Nations Unies, diverses initiatives ont été consacrées au financement du développement, et estime qu'il importe à cet égard que les initiatives qui ont déjà été lancées et qui sont en cours de réalisation concourent à la revitalisation du partenariat pour le développement;

3. Souligne l'importance de la mise en place, dans le système des Nations Unies, d'un processus permettant de faire le point des différentes initiatives consacrées au financement du développement à l'intérieur et à l'extérieur du système, afin de préparer un examen international de haut niveau à l'échelon intergouvernemental, qui pourrait prendre la forme d'une réunion au sommet, d'une conférence internationale ou d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale convoquée en temps opportun, avant 2001;

4. Décide de réunir à nouveau la Deuxième Commission, pour deux jours, pendant la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale, afin qu'elle détermine les apports qu'il conviendrait d'obtenir d'un ensemble très divers de parties concernées, notamment des États Membres et d'autres acteurs appartenant ou non au système des Nations Unies, afin qu'il soit possible de décider en pleine connaissance de cause quels sont les éléments essentiels à inclure dans l'étude de la question du financement du développement, auprès de quelles sources il convient de rechercher les apports et quel rôle le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies devrait jouer dans l'établissement des rapports demandés;

5. Décide également de créer un groupe de travail à composition non limitée dont les travaux commenceront pendant la cinquante-troisième session de l'Assemblée, chargé de procéder à un examen approfondi des différents apports demandés par la Deuxième Commission

conformément au paragraphe 4 de la présente résolution, en vue de formuler des recommandations sur la forme, la portée et l'ordre du jour de la réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental, et qui lui présentera à sa cinquante-quatrième session un rapport circonstancié sur ses travaux;

6. Décide en outre d'examiner à sa cinquante-quatrième session la question de la convocation d'une conférence internationale sur le financement du développement visant à renforcer le partenariat mondial pour le développement.

4. À la 48e séance, le 5 décembre, le Vice-Président de la Commission, M. Adel Abdellatif (Égypte), a présenté un projet de résolution (A/C.2/52/L.51) intitulé "Partenariat mondial pour le développement : réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental", soumis à l'issue des consultations officielles dont avaient fait l'objet les projets de résolution A/C.2/52/L.2 et Rev.1.

5. La secrétaire de la Commission a donné lecture d'un état des incidences du projet de résolution A/C.2/52/L.51 sur le budget-programme .

6. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/52/L.51 (voir paragraphe 14, projet de résolution I).

7. Avant l'adoption du projet de résolution, les représentants du Costa Rica, du Luxembourg, du Soudan et de la République arabe syrienne ont fait des déclarations; après son adoption, le représentant de l'Inde a fait une déclaration (voir A/C.2/52/SR.48).

8. Le projet de résolution A/C.2/52/L.51 ayant été adopté, le projet de résolution A/C.2/52/L.2/Rev.1 a été retiré par ses auteurs.

B. Projets de résolution A/C.2/52/L.4 et L.48

9. À la 20e séance, le 28 octobre, le représentant de la République-Unie de Tanzanie a présenté, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui appartiennent au Groupe des 77 et de la Chine, un projet de résolution intitulé "Flux financiers mondiaux et leur incidence sur les pays en développement" (A/C.2/52/L.4), qui se lisait comme suit :

"L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution 51/166 du 16 décembre 1996, intitulée 'Intégration financière mondiale et renforcement de la collaboration entre le système des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods' et sa résolution 51/91 du 20 décembre 1995, intitulée 'Intégration financière mondiale : défis et chances', ainsi que la résolution 1996/43 du Conseil économique et social, en date du 26 juillet 1996, sur le renforcement de la collaboration entre le système des Nations Unies pour le développement et les institutions de Bretton Woods,

/...

Soulignant que les flux financiers mondiaux posent des défis nouveaux à la communauté internationale et lui offrent des possibilités nouvelles et doivent constituer un thème très important du dialogue entre les organismes des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods,

Se déclarant préoccupée par le fait qu'un grand nombre de pays en développement, parmi lesquels la plupart des pays les moins avancés, notamment en Afrique, n'ont tiré aucun profit de la mondialisation des flux financiers et ont toujours le plus grand besoin de capitaux, en particulier sous la forme d'une aide publique au développement,

Se déclarant également préoccupée par le fait qu'un certain nombre de pays en développement sont devenus plus vulnérables, au cours de la libéralisation de leurs systèmes économiques et financiers extérieurs, aux fluctuations soudaines des flux de capitaux privés sur les marchés financiers internationaux,

Considérant que tous les pays doivent poursuivre leurs efforts en faveur d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable et que les grands pays industrialisés, dont l'influence pèse très lourd sur la croissance de l'économie mondiale et sur l'environnement économique international, ont des responsabilités particulières pour ce qui est de coopérer avec les pays en développement afin de leur donner les moyens de mieux faire face à leurs principales difficultés, qu'elles soient d'ordre financier ou qu'elles concernent le commerce ou l'endettement extérieur, de manière à corriger les déséquilibres existant entre pays développés et pays en développement,

Gravement préoccupée par les récentes fluctuations de la monnaie de certains pays en développement, qui ont eu des incidences négatives sur la stabilité économique, la croissance, les échanges commerciaux et le processus de développement de ces pays, ainsi que des conséquences néfastes sur d'autres pays,

Constatant les avantages que pourrait procurer à l'économie mondiale la libéralisation des mouvements de capitaux, mais notant en même temps que le processus de libéralisation des comptes de capital constitue une astreinte supplémentaire pour l'économie de pays qui doivent déjà s'adapter à la mondialisation,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général sur l'intégration financière mondiale : les faits nouveaux⁶;

2. Souligne qu'il importe d'assurer sans délai une participation plus large et plus efficace des pays en développement aux processus décisionnels concernant les questions de politique

⁶ A/52/406.

financière et macro-économique des institutions financières internationales compétentes;

3. Se déclare profondément préoccupée par le fait que les fluctuations soudaines des taux d'intérêt et des taux de change risquent de perturber le système monétaire et financier international, et d'aggraver ainsi l'instabilité des flux de capitaux à court terme;

4. Considère que, même si un certain nombre de pays en développement ont pu tirer profit de la mondialisation des flux financiers, il est nécessaire de développer les flux de capitaux privés à long terme et de permettre à tous les pays en développement d'y avoir accès, et que, par ailleurs, la communauté internationale doit faciliter et renforcer ces flux vers les pays à faible revenu, en particulier les pays les moins avancés et les pays d'Afrique;

5. Considère également que les pays industrialisés doivent formuler des politiques cohérentes et coordonnées qui favorisent un environnement économique international porteur, propice à une croissance soutenue et non inflationniste, que facilitent les ajustements nécessaires pour corriger les déséquilibres de l'économie mondiale et renforcent la stabilité des marchés des changes;

6. Souligne qu'il convient de renforcer la coopération internationale, notamment par le biais d'une coopération régionale et multilatérale accrue, afin de prévenir de futures crises sur les marchés de devises, qui ont des incidences négatives non seulement sur les pays en développement, mais aussi sur le système financier et monétaire international;

7. Est consciente des incidences préjudiciables, pour les pays en développement, des fortes fluctuations des cours des principales devises internationales et, à cet égard, demande au Fonds monétaire international de s'acquitter pleinement de ses mandats de façon à assurer une surveillance efficace des politiques macro-économiques des pays associés à la gestion de ces devises;

8. Considère que pour mettre en oeuvre un mécanisme de surveillance efficace il faudrait, entre autres éléments, que le Fonds monétaire international reçoive régulièrement et en temps utile des données économiques et financières de tous ses membres et des investisseurs privés;

9. Prend acte des travaux du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, dans le cadre desquels, pour la première fois, certains pays en développement ont été invités à participer à l'élaboration de normes bancaires, et préconise le renforcement de la participation des pays en développement à l'élaboration de normes au sein des institutions bancaires;

10. Invite le Fonds monétaire international à faire preuve de souplesse dans la promotion de la libéralisation des comptes de

/...

capital, de façon que chacun de ses membres puisse adapter le rythme et l'enchaînement des mesures de libéralisation de leur compte de capital à sa situation sur les plans politique, institutionnel et financier;

11. Prie le Secrétaire général d'analyser, en étroite collaboration avec les directeurs des institutions de Bretton Woods et le Secrétaire général de la CNUCED, les tendances actuellement observées sur les marchés financiers mondiaux, et à formuler, dans le rapport sur la Situation économique et sociale dans le monde, 1998, et dans le Rapport sur le commerce et le développement, 1998, des recommandations sur les moyens de régler le problème des fluctuations sur les marchés financiers mondiaux, y compris les mesures à prendre pour aider les économies à mieux réagir aux incidences négatives que pourraient avoir les opérations en devises, et de rendre compte de l'impact de ces fluctuations soudaines sur la croissance et le développement, en particulier dans les pays en développement;

12. Prie également le Secrétaire général, agissant en collaboration avec les institutions de Bretton Woods et la CNUCED, de lui rendre compte à sa cinquante-troisième session de la suite donnée à la présente résolution.

10. À la 50e séance, le 9 décembre, le Vice-Président de la Commission, M. Adel Abdellatif (Égypte), a présenté un projet de résolution intitulé "Flux financiers mondiaux et leur incidence sur les pays en développement" (A/C.2/52/L.48), soumis à l'issue des consultations officielles dont avait fait l'objet le projet de résolution A/C.2/52/L.4, et a proposé de supprimer, au cinquième alinéa du préambule, le crochet qui précédait et suivait les mots "d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable".

11. À la 50e séance également, à la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, la Commission a voté sur le projet de résolution A/C.2/52/L.48 qui a été adopté, à l'issue d'un vote enregistré, par 147 voix contre 2 (voir paragraphe 14, projet de résolution II)⁷. Les voies se sont réparties comme suit :

<u>Ont voté pour</u> :	Algérie, Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador,
------------------------	---

⁷ La délégation grecque a indiqué par la suite qu'elle avait eu l'intention de voter en faveur du projet de résolution mais que son vote n'avait pas été enregistré. Les délégations bulgare, mozambicaine et slovène ont indiqué par la suite que, si elles avaient été présentes lors du vote, elles auraient voté en faveur du projet de résolution.

Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Sainte-Lucie, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Israël, États-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus : Néant.

12. Avant l'adoption du projet de résolution, les représentants des États-Unis d'Amérique, de la République-Unie de Tanzanie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui appartiennent au Groupe des 77 et de la Chine) et de l'Indonésie ont fait des déclarations; après l'adoption du projet de résolution, les représentants de la Nouvelle-Zélande, du Luxembourg (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne), du Canada, de la Fédération de Russie, de la Norvège, du Japon, de la Turquie, de la Jordanie et de l'Australie ont fait des déclarations (voir A/C.2/52/SR.50).

13. Le projet de résolution A/C.2/52/L.48 ayant été adopté, le projet de résolution A/C.2/52/L.4 a été retiré par ses auteurs.

III. RECOMMANDATIONS DE LA DEUXIÈME COMMISSION

14. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolutions suivants :

/...

PROJET DE RÉSOLUTION I

Partenariat mondial pour le développement : réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 46/205 du 20 décembre 1991, 48/187 du 21 décembre 1993 et 50/93 du 20 décembre 1995, et d'autres résolutions pertinentes, dans lesquelles elle a décidé, entre autres, d'examiner à sa cinquante-deuxième session la question de la convocation d'une conférence internationale sur le financement du développement,

Rappelant également l'Agenda pour le développement⁸, dans lequel il est notamment indiqué qu'il faudrait étudier comme il convient les modalités d'un dialogue intergouvernemental sur le financement du développement,

Réaffirmant que le développement est un processus complexe et multidimensionnel et qu'il constitue l'une des premières priorités de la communauté internationale, dont la responsabilité incombe individuellement et collectivement aux gouvernements,

Constatant avec préoccupation que les apports d'aide publique aux pays en développement continuent de diminuer et que l'aide publique au développement reste une source principale de financement extérieur pour les pays en développement, en particulier en Afrique, ainsi que pour les pays les moins avancés,

Considérant qu'il importe de continuer à étudier la possibilité de mobiliser de nouvelles ressources financières d'origine tant publique que privée à l'appui des efforts de développement,

Réaffirmant ses résolutions 50/91 du 20 décembre 1995, 50/227 du 24 mai 1996 et 51/166 du 16 décembre 1996, ainsi que la résolution 1996/43 du Conseil économique et social sur le renforcement de la collaboration entre le système des Nations Unies pour le développement et les institutions de Bretton Woods,

1. Constata qu'il est indispensable que le financement du développement fasse l'objet d'un examen international systématique, approfondi et intégré, à un échelon intergouvernemental élevé, le but étant d'élargir le partenariat pour le développement;

2. Constata également que, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système des Nations Unies, diverses initiatives ont été consacrées au financement du développement, et estime qu'il importe à cet égard que les initiatives qui ont déjà été lancées et qui sont en cours de réalisation concourent à l'élargissement du partenariat pour le développement;

⁸ Résolution 51/240, annexe.

3. Souligne l'importance de la mise en place d'un processus permettant de faire le point des différentes initiatives consacrées au financement du développement à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies, afin de préparer un examen international de haut niveau à l'échelon intergouvernemental;

4. Décide de convoquer pendant deux jours au cours de sa cinquante-deuxième session une reprise des travaux de la Deuxième Commission afin de solliciter les vues des gouvernements sur les apports qu'il conviendrait d'obtenir d'un ensemble très divers de parties concernées, notamment d'acteurs appartenant ou non au système des Nations Unies, ainsi que sur les éléments essentiels à inclure dans l'étude de la question du financement du développement, et d'identifier les sources auprès desquelles on pourrait rechercher ces apports;

5. Prie le Secrétaire général de veiller à ce que les rapports qui auront été demandés lors de la reprise des travaux susmentionnée soient rassemblés, assortis d'un index des thèmes directeurs et des éléments clefs y figurant, et transmis aux gouvernements lors de sa cinquante-troisième session, et le prie également d'établir un rapport à lui soumettre au même moment sur les travaux consacrés au financement du développement par les organismes des Nations Unies;

6. Décide également de créer un groupe de travail à composition non limitée qui se réunira au cours de sa cinquante-troisième session afin de procéder à un examen approfondi de tous les apports demandés ainsi que d'établir un rapport contenant des recommandations sur la forme, la portée et l'ordre du jour de la réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental qu'il lui soumettra lors de sa cinquante-quatrième session;

7. Décide en outre d'examiner lors de sa cinquante-quatrième session la question de la convocation, en l'an 2001 au plus tard, d'un sommet, d'une conférence internationale, d'une session extraordinaire ou d'une réunion internationale de haut niveau chargés d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental en vue de faire progresser le partenariat mondial pour le développement.

PROJET DE RÉSOLUTION II

Flux financiers mondiaux et leur incidence sur les pays en développement

L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution 51/166 du 16 décembre 1996, intitulée "Intégration financière mondiale et renforcement de la collaboration entre le système des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods" et sa résolution 50/91 du 20 décembre 1995, intitulée "Intégration financière mondiale : défis et chances", ainsi que la résolution 1996/43 du Conseil économique et social, en date du 26 juillet 1996, sur le renforcement de la collaboration entre le système des Nations Unies pour le développement et les institutions de Bretton Woods,

/...

Soulignant que, dans le contexte de l'intégration financière mondiale, les flux financiers mondiaux posent des défis nouveaux à la communauté internationale et lui offrent des possibilités nouvelles et doivent constituer un thème très important de la concertation entre les organismes des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods,

Se déclarant préoccupée par le fait qu'un certain nombre de pays en développement sont devenus plus vulnérables, au cours de la libéralisation de leurs systèmes économiques et financiers extérieurs, aux fluctuations soudaines des flux de capitaux privés sur les marchés financiers internationaux, et soulignant l'importance que présentent, au niveau national pour les pays intéressés, un climat favorable en ce qui concerne les flux de capitaux privés, des politiques macroéconomiques saines et le bon fonctionnement des marchés,

Notant que la mondialisation des marchés financiers peut entraîner de nouveaux risques d'instabilité, y compris des fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, qui pourraient aggraver l'instabilité des courants de capitaux à court terme et perturber le système financier international, ce qui oblige tous les pays à poursuivre des politiques économiques avisées et à tenir compte des effets de leurs politiques nationales sur l'économie d'autres pays,

Considérant que tous les pays doivent poursuivre leurs efforts en faveur d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable, et que les grands pays industrialisés, dont l'influence pèse très lourd sur la croissance de l'économie mondiale et sur l'environnement économique international, ont des responsabilités particulières pour ce qui est de coopérer avec les pays en développement afin de soutenir les efforts que ceux-ci font pour faire face à leurs principales difficultés, qu'elles soient d'ordre financier ou qu'elles concernent le commerce ou l'endettement extérieur,

Constatant les avantages que pourrait procurer à l'économie mondiale la libéralisation des mouvements de capitaux, mais notant en même temps que le processus de libéralisation des comptes de capital pourrait constituer une astreinte supplémentaire pour l'économie de pays qui ont déjà du mal à s'adapter à la mondialisation et exige entre autres une gestion effective dans ces pays,

Saluant les initiatives que les institutions de Bretton Woods, en particulier le Fonds monétaire international, ont prises pour faire face à la question de l'instabilité des mouvements de capitaux, de façon à contribuer à réduire au minimum ses incidences négatives potentielles sur tous les pays, en particulier les pays en développement,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général intitulé "Intégration financière mondiale : les faits nouveaux"⁹;

2. Réaffirme qu'il importe d'élargir et de renforcer la participation des pays en développement au processus décisionnel concernant l'économie internationale;

⁹ A/52/406.

3. Souligne que les politiques macroéconomiques rationnelles mises en oeuvre au niveau de chaque pays pour promouvoir la stabilité macroéconomique et la croissance sont les principaux éléments dont dépendent les flux de capitaux privés, et que la coordination des politiques macroéconomiques, au besoin, et un climat économique international favorable jouent un rôle important en renforçant leur efficacité;

4. Constate qu'un certain nombre de pays en développement ont pu tirer profit de la mondialisation du financement, juge nécessaire de développer les flux de capitaux privés et de permettre aux pays en développement d'y avoir plus largement accès et, en conséquence, considère que la communauté internationale doit aider les pays à faible revenu, en particulier les pays d'Afrique, à instaurer le climat favorable nécessaire pour attirer ces flux;

5. Note qu'un certain nombre de pays en développement, parmi lesquels la plupart des pays les moins avancés, notamment en Afrique, n'ont tiré aucun profit de la mondialisation du financement et ont toujours le plus grand besoin d'une aide publique au développement;

6. Considère qu'il importe d'étudier les moyens d'élargir une coopération accrue appropriée et, selon qu'il conviendra, la coordination des politiques macroéconomiques entre les pays intéressés et les autorités et institutions monétaires et financières, de façon à renforcer les mécanismes de consultation préventive entre ces institutions, ce qui permettrait de promouvoir un climat financier international stable propice à la croissance économique, en particulier des pays en développement, compte tenu des besoins de ces derniers ainsi que des situations qui pourraient avoir une incidence non négligeable sur le système financier international;

7. Considère également qu'il importe que les pays assurent la transparence et la responsabilité nécessaires pour rendre leurs politiques crédibles, créer un climat de confiance et mettre en place des dispositions de réglementation et de contrôle permettant de renforcer le système financier national, et considère en outre qu'il importe d'instaurer un climat économique international stable et de stabiliser le système monétaire international;

8. Souligne qu'il faut renforcer la coopération internationale par le biais d'une coopération régionale et multilatérale accrue, afin de prévenir de futures crises sur les marchés de devises, qui ont des incidences négatives non seulement sur les pays en développement, mais aussi sur le système financier et monétaire international;

9. Est consciente de l'avantage que présente la stabilité des taux de change et du climat financier, et de l'impact que peut avoir l'absence de stabilité sur les marchés de devises de tous les pays, et, à cet égard, invite le Fonds monétaire international à s'acquitter pleinement de son mandat en assurant une surveillance efficace des politiques macroéconomiques fondamentales de ses pays membres, notamment des pays dont l'économie est particulièrement importante pour la stabilité du système monétaire et financier international;

10. Considère que pour mettre en oeuvre un mécanisme de surveillance efficace, il faudrait, entre autres éléments, que le Fonds monétaire

international reçoive régulièrement et en temps utile des données économiques et financières fiables de tous ses membres, et, à cet égard, invite le Fonds, dans les limites de son mandat, à étudier la façon dont les données peuvent être recueillies auprès d'autres sources utiles en vue de contribuer à l'efficacité de son mécanisme de surveillance;

11. Prend acte des travaux du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, dans le cadre desquels, pour la première fois, certains pays en développement ont participé à l'élaboration de normes bancaires, et considère qu'il importe de renforcer la participation des pays en développement à ces travaux;

12. Invite le Fonds monétaire international, lorsqu'il s'emploiera à promouvoir la libéralisation des comptes de capital, à le faire d'une façon suffisamment ordonnée et souple pour que les pays membres puissent adapter la libéralisation des comptes de capital à leurs situations respectives;

13. Prie le Secrétaire général d'analyser, en étroite collaboration avec les institutions de Bretton Woods et la CNUCED, les tendances des flux financiers mondiaux actuellement observées, de formuler, dans le rapport sur la Situation économique et sociale dans le monde, 1998, et dans le Rapport sur le commerce et le développement, 1998, des recommandations sur les moyens de régler le problème de l'instabilité de ces flux, y compris les mesures à prendre pour aider l'économie des pays à mieux réagir aux fluctuations des changes, et de rendre compte de l'impact de ces fluctuations sur la croissance et le développement, en particulier dans les pays en développement;

14. Prie également le Secrétaire général, agissant en collaboration avec les institutions de Bretton Woods et la CNUCED, de lui rendre compte à sa cinquante-troisième session de la suite donnée à la présente résolution.
